

Partie 1 : Les concepts économiques de base

4 - Les limites de la comptabilité nationale

4-1 Imprécision dans le calcul des agrégats

Les instruments de mesure de la production actuellement utilisés par la comptabilité nationale manquent de précisions pour les raisons suivantes :

- **Les activités de « l'économie souterraine »**, c'est-à-dire non déclarées, sont difficilement mesurables.

Les activités illégales (« travail en noir ») font l'objet d'une évaluation. Cette dernière ne peut toutefois être qu'approximative puisqu'elle ne peut s'appuyer sur aucune déclaration ;

- **La production non marchande** est évaluée au coût des facteurs. Cela revient à la sous-estimer car, à la différence de la production marchande, elle ne prend pas en compte aucune marge ;

- **La qualité des biens est ignorée**. Le PIB reste un indicateur uniquement quantitatif qui ne donne aucune information sur la qualité des produits. Les ordinateurs, par exemple, coûtent de moins en moins cher alors qu'ils sont de plus en plus performants ;

- **La valeur ajoutée de certains produits** est comptabilisée même s'ils sont nuisibles à la santé : Cigarette, Alcool,...

- **Les activités bénévoles et le travail domestique** (éducation des enfants, bricolage et préparation des repas assurés par un membre du ménage) ne sont pas représentés dans le PIB alors qu'ils jouent un rôle non négligeable dans l'économie.

- **Certaines activités s'accompagnent d'une dégradation de l'environnement** (pollution, bruit, déforestation) ou d'une augmentation des accidents de la route ; le PIB enregistre, en effet, toutes les activités marchandes même, si elles détruisent les ressources naturelles ou tuent des individus.

- Le PIB retient seulement les activités créatrices de richesses monétaires, même celles qui sont loin de correspondre à un bien-être supplémentaire.

Enfin, le PIB ne reflète pas de manière fidèle le volume et la valeur des richesses produites par l'économie : multiplication des différents intervenants dans le calcul du PIB qui disposent des techniques et indicateurs différents, les sources d'information ne sont pas toujours fiables et ne prennent pas en considération certains biens ou services qu'il ne considérerait pas comme étant une production marchande. Le plus flagrant est celui des actifs dits incorporels.

4-2 De nouveaux outils pour la mesure du bien être

Les indicateurs permettant de mesurer la richesse à la fois matérielle et immatérielle d'un pays et qui peuvent constituer une alternative aux indicateurs actuels sont :

❖ PIB vert :

Des économistes ont pensé à mesurer un PIB vert, pour lequel serait soustrait du PIB conventionnel la valeur de la baisse du stock de ressources naturelles. Une telle méthode de comptabilisation permettrait de mieux savoir si une activité économique accroît ou fait baisser la richesse nationale lorsqu'elle utilise des ressources naturelles. Cependant, les économistes estiment qu'il serait très difficile de mesurer correctement un tel indicateur.

❖ Indice du développement Humain (IDH)

Comme d'autres indicateurs économiques, le PIB n'a pas vocation à mesurer le niveau de développement humain des pays, il mesure seulement le développement économique. L'Indice de développement humain (IDH), inspiré des travaux d'Amartya Sen (Economiste indien et prix Nobel d'Economie en 1998), a été créé pour tenter d'appréhender le bien-être social.

L'indicateur de développement humain est un indicateur composite ayant pour objectif de refléter tous les aspects du développement économique et social d'un pays : espérance de vie à la naissance, degré d'éducation (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et la moyenne d'années d'études) et le PIB réel par habitant (ajusté pour tenir compte des niveaux de taux de change).

L'IDH est, cependant, une moyenne nationale qui masque entre les sexes, régions, classes de revenus. En 1997, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a proposé un nouvel indicateur : L'Indicateur de Pauvreté humaine (IPH) fondé sur trois éléments : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et les conditions de vie, mesurées à partir de trois variables : l'accès au service de santé, l'accès à l'eau potable et la part des enfants de moins de 5 ans victimes de malnutrition.